

# Réponse de Colt – Consultation publique de l'ARCEP sur les modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée – Juillet 2022

## Commentaires généraux

Colt tient à remercier l'Autorité de l'opportunité donnée aux acteurs du marché de s'exprimer à travers la présente consultation publique relative aux dispositifs mis en place concernant la conservation des numéros.

Colt constate que plusieurs dispositifs proposés par l'Autorité concernent les modalités de conservation des numéros fixes à destination des entreprises et des numéros spéciaux. En tant qu'opérateur fixe purement entreprise, ces mesures affectent profondément les activités de Colt et de ses clients (de gros et de détail).

Comme exprimé en réponse à la consultation publique de l'Autorité de Juin 2021 sur le même sujet, Colt reconnaît qu'il existe un certain nombre de problèmes liés à la portabilité sur le marché entreprises, Colt partage également la position de l'Autorité concernant la nécessité d'adresser ces problématiques par l'amélioration des processus actuellement en vigueur. Dans cet objectif, Colt souhaite remercier spécifiquement l'Autorité pour les changements apportés au projet de décision relativement à la consultation publique de Juin 2021. Les différentes contributions aux consultations ainsi que les échanges inter-opérateurs qui en ont découlés, ont prouvé une certaine efficacité.

Néanmoins, même si des améliorations significatives sont constatées par Colt concernant l'implémentation du code RIO sur le marché entreprises et le marché SVA (spécifiquement les propositions de phasage), certains éléments substantiels demeurent problématiques. Il s'agit tant de mesures nouvelles proposées par l'Autorité que de mesures maintenues par l'Autorité alors qu'elles avaient été proposées en Juin 2021.

Concernant la portabilité sur le marché entreprise, Colt émet des réserves (décrites en détail dans la présente réponse) concernant les propositions suivantes de l'Autorité :

- L'obligation de fournir systématiquement pour chaque numéro utilisé par une entreprise «l'éventuel numéro support de la ligne » ;
- Le délai de confirmation de l'éligibilité et la date de portage au jour ouvrable (JO) suivant dans 80 % des cas et au plus tard un délai de deux JO;
- La mise à disposition du RIO de l'abonné au plus tard le lendemain de l'affectation par l'opérateur.
- Le délai d'implémentation des mesures proposées par l'Autorité en dehors des phases (notamment les obligations de reporting)

Concernant la portabilité sur le marché SVA, Colt émet des réserves (décrites en détail dans la présente réponse) concernant les propositions suivantes de l'Autorité :

- La phase d'entrée en vigueur d'association d'un code RIO aux numéros SVA en Septembre 2023 qui devrait être, selon nous, interne aux opérateurs et non une obligation de fourniture aux éditeurs ;
- Le délai de confirmation de l'éligibilité et la date de portage au jour ouvrable (JO) suivant dans 80 % des cas et au plus tard dans un délai de deux JO;

- La suppression de l'exclusion des numéros courts de la présente consultation sans en préciser les implications ni les modalités effectivement applicables ou non à ces numéros ;

Par ailleurs, Colt souligne la nécessité pour l'Autorité d'explicitier clairement, pour chaque mesure, l'applicabilité ou non au marché entreprises. Notamment Colt considère essentiel que l'Autorité précise que les mesures suivantes ne sont pas applicables au marché entreprises :

- L'article 11 du projet de décision ;
- Toutes les mesures applicables aux serveurs d'informations sur la conservation du numéro, et à l'harmonisation des messages transmis lors de la portabilité.

Par conséquent, considérant à la fois les fortes réserves émises par Colt ci-dessus (et décrites en détail dans la présente réponse) et la nécessité de résoudre les problématiques liées à la portabilité sur ces marchés très spécifiques, Colt estime que de nouveaux échanges inter-opérateurs, sous l'égide de l'Autorité puis de l'APNF, devraient être organisés en complément de la présente consultation et donc en amont de la décision qui en résultera. Colt estime effectivement que seuls de tels échanges permettront d'identifier les problématiques les plus bloquantes et de proposer des solutions adéquates pour ces marchés.

Enfin, Colt, en tant qu'opérateur membre de la FFTélécoms, fait référence, en complément de sa présente réponse, à la réponse de la FFTélécoms à cette même consultation pour laquelle Colt partage pleinement les points soulevés.

## Réponses aux questions de la consultation

**Question 1. Avez-vous des remarques concernant les différentes étapes de généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises et d'homogénéisation des processus de traitement des demandes de conservation des numéros ?**

Comme exprimé ci-dessus, Colt est globalement en faveur des différentes étapes exposées par l'Autorité, néanmoins, même si des améliorations significatives sont constatées par Colt concernant l'implémentation du code RIO sur le marché entreprises (spécifiquement les propositions de phasage), certains éléments substantiels demeurent problématiques. Ces éléments sont décrits ci-dessous.

- Obligation de fournir « l'éventuel numéro support de la ligne »:

L'Autorité demande aux opérateurs de mettre à disposition de leurs abonnés, entre autres, le numéro support de la ligne concernée. Nous comprenons que 'le numéro support de la ligne' est le numéro qui permet l'identification de l'accès physique de l'abonné. Sur le segment haut du marché entreprise, un segment qui constitue la majorité des clients de Colt, le service de téléphonie fourni aux entreprises (et basé sur des ressources en numérotation) est dissocié de l'accès physique. Ainsi, il ne sera pas cohérent de fournir le numéro support de la ligne car il n'est pas lié au service fourni par Colt au client.

Une grande partie de nos clients utilisent d'ailleurs un accès physique qu'ils ont contracté auprès d'un autre opérateur et non de Colt. Nous considérons donc qu'il n'est pas approprié que cette obligation s'applique aux offres entreprises qui dissocient l'accès physique du service de téléphonie basé sur des ressources en numérotation. Par ailleurs, Colt déploie et fournit des

services quasi-exclusivement sur des réseaux dédiés. Il n'existe pas donc un risque d'écrasement à tort des lignes téléphoniques suite à une portabilité, car la reprise des accès physiques d'autres opérateurs n'est pas une pratique courante sur le marché dans lequel Colt est actif.

Néanmoins, nous comprenons que, sur le marché professionnel/ « petit pro », il existe des problématiques de coupure de l'accès physique dès lors qu'une portabilité est requise dans le cadre d'offres ne dissociant pas l'accès voix de l'accès physique. Dans ce type de cas, il est important de pouvoir identifier l'accès afin d'éviter des coupures inattendues d'accès physique. De ce fait nous soutenons l'obligation proposée par l' de fournir le numéro support de la ligne, néanmoins par souci de clarté nous pensons qu'il est nécessaire que l'ARCEP précise que par « éventuel » on entend : pour les offres entreprise ne dissociant pas l'accès physique du service téléphonique basé sur des ressources en numérotation.

- Délai de confirmation de l'éligibilité et l'éventuelle date de portabilité :

Comme exprimé en réponse à la consultation de Juin 2021 sur le même sujet, Colt est opposé à la proposition de l'Autorité qui vise à appliquer les mêmes délais pour la confirmation de l'éligibilité et l'éventuelle date de portabilité sur les marchés résidentiel et entreprise. En effet, cette proposition n'est cohérente ni avec les spécificités du marché fixe des entreprises, ni avec les pratiques opérationnelles actuellement en vigueur pour l'exécution des demandes de portabilité sur ce marché.

Comme exprimé lors de notre réponse à la consultation publique de juin 2021, d'une part, les demandes de portabilité sur le marché entreprise sont souvent complexes et concernent un volume important de numéros. Ainsi, afin de gérer ces complexités d'une manière efficace et dans des délais raisonnables, les opérateurs sont souvent amenés à échanger entre eux afin d'obtenir certaines clarifications et informations complémentaires sur la demande de portabilité formulée par l'utilisateur. Cette prise de contact permet d'éviter des problèmes qui pourraient entraîner une prolongation du délai total du traitement de la demande de portabilité (en évitant des potentiels rejets). Or, avec le délai proposé par l'Autorité, cet échange inter-opérateur ne sera plus faisable et les problématiques liées aux portabilités complexes pourraient être multipliées. En effet, de nombreuses entreprises méconnaissent les détails de la solution qui leur est offerte par leur opérateur et qui sont nécessaires de renseigner à l'opérateur preneur afin d'éviter de longues interruptions de service et des portabilités effectuées à tort (type d'installation, numéros associés etc.). Le délai si court proposé par l'Autorité aurait pour impact la suppression de ces échanges qualitatifs reflétant un besoin du marché entreprise. Il est important de noter par ailleurs que l'implémentation du code RIO sur le marché entreprise ne permettra pas de se substituer à ces échanges.

D'autre part, les motifs pour lesquels l'Autorité, dans sa décision n° 2013-0830, a défini un délai plus important sur le marché entreprises (6 jours ouvrés) par rapport au marché grand public (2 jours ouvrables), resteront toujours pertinents, même avec une mise en vigueur obligatoire du code RIO sur le marché entreprises. Ce délai de 6 jours est indispensable notamment pour les opérations de fiabilisation qui sont actuellement effectuées par défaut pour les demandes de conservation de numéros émanant des grandes entreprises. Colt estime que les opérations de fiabilisation resteront nécessaires même avec le code RIO tout particulièrement pour les portabilités effectuées pour le compte d'entreprises de taille importante (et bien souvent multi sites) - un segment de marché qui constitue la majorité des clients de Colt.

Par ailleurs, la date éventuelle de portabilité dépend de la disponibilité de l'accès, notamment pour les accès FttO pour lesquels la reprise de l'accès par un autre opérateur n'est pas une pratique de marché car elle n'est pas une obligation. Ainsi, un travail de coordination est nécessaire entre l'opérateur donneur et l'opérateur receveur afin de déterminer une date de portabilité adéquate prenant en compte la disponibilité de l'accès de l'opérateur receveur. Cela minimise le risque d'indisponibilité du service pour l'utilisateur après le portage effectif du numéro.

Par conséquent, et comme également exprimé également par la FFTélécoms, Colt demande à l'Autorité de maintenir les délais actuellement en vigueur pour confirmer l'éligibilité et l'éventuelle

date convenue de conservation (6 jours ouvrables) et ce a minima dès lors que la demande de portabilité concerne une offre multi-numéros (chez l'opérateur donneur et/ou receveur).

- Délai d'association du code RIO suite à une affectation :

L'Autorité considère que l'association d'un code RIO à un numéro devra avoir lieu au plus tard le lendemain de l'affectation par l'opérateur. Néanmoins, afin de définir ce délai Colt considère essentiel de prendre en considération le délai de communication et de partage d'informations entre l'opérateur commercial et son délégataire technique. Ainsi, comme exprimé en réponse à la consultation de Juin 2021, Colt invite l'Autorité à prolonger le délai d'association du code RIO à un numéro suite à une affectation, ou encore le délai de mise à disposition du code RIO à l'utilisateur en cas de changement du RIO, à sept (7) jours ouvrables. Afin de préserver le principe de non-discrimination entre les opérateurs, Colt propose que l'Autorité généralise ce principe à tous les opérateurs, indépendamment du fait qu'ils fassent appel ou non à un délégataire technique. Colt considère que ce délai est raisonnable car, d'une part, il permet aux échanges inter-opérateurs de s'effectuer dans de bonnes conditions, et d'autre part, il constitue un délai assez court pour ne pas risquer de causer quelconque préjudice aux utilisateurs finaux.

- Applicabilité de certaines mesures au marché entreprise

Il semble nécessaire que l'Autorité précise clairement que les propositions relatives d'une part aux indicateurs de qualité de service de l'accès aux serveurs d'informations sur la conservation du numéro, et d'autre part à l'harmonisation des messages transmis, ne sont pas applicables au marché entreprise.

- Délai d'implémentation des mesures

Comme exprimé en réponse à la consultation publique de juin 2021, Colt souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que les opérateurs sont actuellement engagés dans de nombreux projets nécessitant l'expertise sectorielle très spécifique de ressources opérationnelles chez les opérateurs. Ces projets d'ampleur et d'impacts significatifs, émanent tous de décisions réglementaires en France. La simultanéité de ces projets va accabler les ressources des opérateurs car ce sont souvent les mêmes équipes qui interviennent pour les implémenter.

A ce titre, Colt estime que l'ensemble des mesures proposées dans la présente décision et requérant une mise en application avant Septembre 2023 par les opérateurs, soit effectivement repoussée à Septembre 2023, même quand ces mesures seraient relatives à la fourniture de statistiques/données à l'Autorité. En effet Colt souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que le suivi des données requises et la production des rapports exigés par l'ARCEP nécessitent des travaux de développement des systèmes et processus internes des opérateurs, ce qui requiert la mobilisation de ressources humaines et financières.

## Question 2. Avez-vous des remarques concernant les différentes étapes de généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros spéciaux ?

Colt est globalement en faveur d'une implémentation du code RIO sur le marché SVA, néanmoins, même si des améliorations substantielles sont constatées par Colt concernant notamment le délai, des éléments substantiels demeurent problématiques. Ces éléments sont décrits ci-dessous.

- Phase 2023 d'association et fourniture par l'opérateur donneur d'un RIO à chaque numéro spécial

L'Autorité demande aux opérateurs d'associer un RIO à tous les numéros spéciaux, et de mettre ce RIO à disposition des éditeurs de services, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023, alors que l'obligation de généraliser l'usage du RIO n'entrera en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2025. Etant donné que le passage aux frontières ne s'applique pas aux numéros spéciaux et qu'il ne sera pas obligatoire, en septembre 2023, de fournir le RIO lors d'une demande de conservation de numéro spécial, Colt ne considère pas qu'il soit pertinent d'imposer aux opérateurs d'associer et de fournir un RIO pendant 22 mois, sans que ce RIO soit obligatoire afin que les éditeurs puissent porter leurs numéros. Par ailleurs, Colt estime que cette obligation pourrait porter à confusion. Les éditeurs qui pourraient penser que la fourniture du RIO est obligatoire pour le traitement des demandes de portabilité.

Si l'Autorité a prévu cette obligation à la fois dans un souci d'homogénéité des obligations avec les offres entreprise utilisant des numéros polyvalents mais aussi afin d'anticiper la deuxième phase prévue en Juillet 2025 ; alors Colt estime qu'il serait plus approprié que cette association soit plutôt une recommandation/obligation faite aux opérateurs afin qu'ils s'assurent d'avoir développé leurs systèmes internes en anticipation de l'obligation de Juillet 2025 sans pour autant fournir les codes RIO aux éditeurs.

En effet, Colt ne considère pas approprié qu'une fourniture aux éditeurs soit effectuée avant Juillet 2025 cela créerait une confusion dans les échanges entre les opérateurs et les éditeurs lors des portabilités en cours.

- Fourniture d'informations supplémentaires aux éditeurs de numéros spéciaux

L'Autorité demande aux opérateurs de fournir pour chaque numéro spécial, l'éventuel numéro noir associé. Colt ne considère pas que cette mesure soit appropriée. En pratique, le service SVA d'une part et le service de téléphonie fourni à travers un numéro noir d'autre part sont deux services distincts.

Par ailleurs, il n'existe pas un seul numéro noir associé à chaque numéro spécial. Le numéro noir peut changer en fonction de l'heure ou du numéro appelant. Des règles de routage bien spécifiques sont mises en place afin d'implémenter les solutions de traduction et ces règles sont, sur le marché des grandes entreprises, complètement choisies et contrôlées par l'éditeur. Le numéro noir peut donc changer de manière dynamique selon la configuration de service choisie par l'éditeur.

Dans ce type de cas, fournir l'ensemble des numéros noirs associés n'est pas approprié.

Aussi, dans la même logique qu'expliqué en réponse à la section « b) Fourniture d'informations supplémentaires aux abonnés du marché entreprises », sur le marché entreprise le service SVA fourni à l'éditeur est dissocié du/des services de téléphonie basés sur le(s) numéro(s) noir(s). Une grande partie de nos clients utilisent d'ailleurs des services de téléphonie (basés sur des numéros noirs) qu'ils ont contracté auprès d'un autre opérateur et non de Colt.

Néanmoins, peut-être que sur le marché professionnel/ « petit pro », il existe des problématiques de coupure du service de téléphonie fourni à travers un numéro noir dès lors qu'une portabilité est requise dans le cadre d'offres ne dissociant pas le service SVA du service de téléphonie fourni à travers un numéro noir. Si c'est le cas alors Colt considère que cette obligation pourrait être pertinente mais ne devrait être applicable qu'aux offres ne dissociant pas ces deux types de services.

Par ailleurs, Colt souhaite souligner que le(s) numéro(s) noir(s) vers le(s)quel(s) le numéro SVA est retraduit constitue une information confidentielle et qui n'est donc partageable que par le client à son nouvel opérateur et non par l'opérateur donneur.

- Délai de confirmation de l'éligibilité et l'éventuelle date de portabilité :

L'Autorité propose d'imposer un délai de confirmation de l'éligibilité et la date de portage au jour ouvrable (JO) suivant dans 80 % des cas et au plus tard dans un délai de deux JO.

Colt estime que le délai proposé par l'Autorité est arbitraire et ne reflète pas la spécificité du marché SVA par rapport au marché résidentiel. Colt estime important de travailler sur principe de réduction des délais mais ce délai devrait découler des conséquences de l'implémentation du code RIO sur le marché SVA et non pas être arbitrairement imposé similairement au marché résidentiel.

- Portabilité des numéros courts

Comme également souligné par la FFTélécoms, par la suppression d'une phrase, qui dans les décisions et dans la version précédente de la consultation de juin 2021, excluait les numéros courts, le présent projet de décision couvre aussi la portabilité des numéros courts.

Colt demande donc que l'Arcep précise ce qui, dans sa décision, s'applique aussi aux numéros courts. Si l'intention de l'Autorité est toujours d'exclure la portabilité des numéros courts de cette décision alors il est nécessaire de le préciser clairement similairement à la consultation de juin 2021. Si tel est le cas, Colt attire néanmoins l'attention de l'Autorité sur la nécessité d'adresser, bien que ce ne soit pas dans le cadre de la présente décision, les complexités associées à la portabilité d'un numéro court.

Colt souhaiterait par ailleurs rappeler les commentaires de Colt émis dans sa réponse à la consultation publique de décembre 2021 relative au plan de numérotation : « *« L'interdiction, au 1er Janvier 2023, de mettre à disposition des numéros 01 à 05 aura pour conséquence d'augmenter à la fois les demandes de transfert de ressources en numérotation et les demandes, pour les nouveaux opérateurs attributaires de petite taille (i.e. opérateurs ne disposant pas de leur propre réseau/interconnexion etc), de changement d'opérateur technique de collecte pour une tranche entière ou pour un nombre de numéros restreints. Néanmoins, actuellement ces demandes peuvent être refusées respectivement par les opérateurs attributaires existants ou par les opérateurs techniques de collecte existants. Aussi, lors de l'annonce d'un changement d'opérateur technique pour une tranche entière existante, certains grands opérateurs de boucle locale appliquent un coût d'implémentation de changement de collecteur, ce qui peut être un frein au changement de collecteur et donc à la concurrence. Ainsi Colt considère que des mesures additionnelles devraient être implémentées afin de maintenir une concurrence sur le marché :*

- *l'obligation pour les opérateurs de faire droit aux demandes raisonnables de changement d'opérateur technique de collecte tout en conservant les numéros associés (tranche entière ou non).*

- *La suppression des coûts d'implémentation de changement de collecteur appliqués actuellement par certains opérateurs de boucle locale. »*

Concernant spécifiquement la portabilité des numéros courts, Colt estime raisonnable que les couts supportés par l'opérateur receveur d'un numéro court ne soient pas plus élevés que ceux supportés pour la portabilité d'un numéro à 10 chiffres quand bien même une telle portabilité entrainerait un changement d'opérateur de collecte.

Comme exprimé ci-dessus, Colt questionne par ailleurs globalement l'application de cout relatifs à un changement de collecteur même si une telle demande ne concerne pas nécessairement une portabilité (i.e demande de conservation de numéro par l'affectataire).

**Question 3. Avez-vous des remarques sur l'utilisation obligatoire d'un serveur vocal interactif accessible depuis le 3179 pour les utilisateurs mobiles de la zone Antilles-Guyane ?**

Colt n'est pas concerné et n'a donc pas de commentaire.

**Question 4. Avez-vous des remarques sur les modalités envisagées pour porter un numéro fixe du marché entreprises pour exploitation sur le marché grand public ?**

Dans le cas de portabilités avec passage aux frontières (de l'entreprise au grand public) l'Autorité estime raisonnable que l'opérateur donneur requiert une confirmation écrite de l'entreprise affectataire du numéro avant d'accepter la demande de conservation du numéro. Comme aussi évoqué par la FFTélécoms, Colt n'est pas en faveur de cette proposition. Si l'Autorité vise à cibler les employés d'une entreprise qui souhaitent quitter leur entreprise tout en gardant leur numéro de téléphone alors Colt estime que cette problématique devrait être adressé à travers le traitement des abus et portage.

Sur le marché entreprises, l'abonné est l'entreprise et c'est donc bien l'entreprise et non l'employé qui a le droit à la portabilité. Si un employé requiert illégitimement une portabilité alors il s'agit bien d'un abus. Aussi Colt tient à souligner que nous n'avons actuellement pas fait face à ce type de problématique (ou alors dans une très moindre mesure), il semblerait donc déraisonnable d'imposer systématiquement une telle validation/confirmation écrite pour adresser des cas isolés.

Comme exprimé par la FFTélécoms, Colt estime qu'une solution alternative devrait être envisagée notamment à travers un régime de responsabilité équilibré entre l'opérateur receveur et donneur en cas d'abus de portage. La définition de cette solution alternative pourrait faire l'objet de discussions plus approfondies avec l'Autorité.

**Question 5. Avez-vous des remarques concernant l'obligation de fournir une qualité de service accrue pour les numéros mobiles sur le marché entreprises ?**

Colt n'est pas un opérateur mobile. Ainsi, Colt n'a pas de commentaire.

**Question 6. Avez-vous des remarques concernant les modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière proposées ?**

Colt est globalement en faveur des mesures proposées par l'Autorité dans la mesure où un délai raisonnable est envisagé afin d'implémenter ces options, notamment pour les marchés sur lesquels de telles options ne sont pas implémentées automatiquement : le marché SVA. A ce titre un délai fixé à Juillet 2025 semble raisonnable.

**Question 7. Avez-vous des remarques concernant les évolutions relatives à la réactivation d'une ligne lors de la période de quarantaine ?**

Colt soutient la proposition de la FFTélécoms de supprimer l'article 11 du projet de décision. Spécifiquement, Colt estime que la proposition de l'Autorité de « *faire droit, durant la période de quarantaine, à l'ensemble des demandes provenant d'utilisateurs finals qui demanderaient à réactiver leur ligne, et ce sans aucun frais facturable à l'utilisateur* » est une mesure qui va bien au-delà du concept même de portabilité et à ce titre n'est pas proportionné dans une telle décision. A minima Colt estime que le marché entreprise devrait être explicitement exclu du périmètre des mesures envisagées ici par l'Autorité.

#### Question 8. Avez-vous des remarques concernant les obligations relatives à la gestion des abus de portage ?

Colt souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que le suivi des données requises par l'Autorité et la production des rapports exigés par l'Autorité nécessitent des travaux de développement des systèmes et processus internes des opérateurs, ce qui requiert la mobilisation de ressources humaines et financières. Il ne sera pas possible pour Colt de les mettre en place immédiatement à la publication de la décision. Colt estime, tout comme la FFTélécoms que les mesures relatives à cette mise en place d'indicateurs devraient être repoussées à Septembre 2023.

Par ailleurs, Colt soutient favorablement le rappel suivant émis par l'Autorité : « lorsqu'un abus de portage est avéré, l'opérateur donneur ne peut facturer des frais de rétablissement de l'accès à l'utilisateur et, d'autre part, que l'opérateur donneur doit intervenir dans les 7 jours ouvrés suivant la constatation par l'utilisateur de la perte de son accès ». Il est primordial pour l'ensemble des opérateurs que toute portabilité à tort soit traitée et résolue le plus rapidement possible notamment par l'opérateur donneur. Colt a constaté qu'en cas d'erreurs liées à des portabilités requérant un retour arrière d'une offre entreprise à un offre grand public, l'abonné grand public peut se retrouver plusieurs semaines sans service alors même que l'opérateur grand public a été informé dès constatation par l'opérateur receveur entreprise. Ce type de délai est réduit lors de portabilités à tort effectuées entre opérateurs entreprises.

Aussi, comme exprimé en réponse à la consultation de Juin 2021 sur le même sujet, Colt souhaite également que l'autorité précise à qui incombe l'obligation de fournir lesdits rapports. Colt estime effectivement que cette obligation devrait s'appliquer aux opérateurs ayant la responsabilité réglementaire de la portabilité, c'est-à-dire les opérateurs commerciaux.

#### Question 9. Avez-vous des remarques concernant les mécanismes relatifs à la sécurisation de la récupération du RIO ?

Comme également indiqué par la FFTélécoms, Colt souhaite que l'Autorité précise explicitement que les dispositions envisagées ne concernent que le marché grand public et non pas le marché entreprises.

#### Question 10. Avez-vous des remarques concernant les dispositions relatives à l'utilisation des préfixes de routage définis au préalable par l'opérateur final ?

Colt est en faveur de la recommandation de l'Autorité visant à ce que les opérateurs aient recours, de manière directe ou indirecte, aux prestations fournies par l'APNF (processus ou bases de données), dès lors que celles-ci sont conformes aux obligations résultant du CPCE et des décisions prises pour son application. En effet, au-delà des problématiques opérationnelles (eg liste des contacts, formats, informations requises etc) la gestion des portabilités par email implique nécessairement des délais plus importants qui peuvent être significativement réduits en ayant recours aux prestations de l'APNF.

#### Question 11. Avez-vous des remarques concernant les obligations imposées aux opérateurs relatives à la synchronisation de leurs données avec celles des entités communes ?

L'Autorité propose que les opérateurs synchronisent de manière suffisamment fréquente les données de routage des numéros portés qu'ils exploitent avec celles fournies par les entités

communes et estime raisonnable que cette synchronisation ait lieu au moins une fois toutes les douze heures.

Colt est en absolument faveur de cette proposition de l'Autorité. La non-synchronisation de certains opérateurs entraîne des problématiques de routage qui mettent un certain délai à être traitées et qui pour autant pourraient être évitées avec la mise en place d'une synchronisation par l'ensemble des opérateurs. De telles problématiques de routage ne sont pas entendables notamment pour les abonnés entreprises. Aussi si l'opérateur qui ne synchronise pas sa base est de taille importante, cette non synchronisation peut engendrer des problématiques concurrentielles. En effet les problématiques de routage ne sont constatées que pour les numéros portés pour lesquels l'opérateur (qui ne se synchronise pas avec la base des numéros portés) n'est pas impliqué. Certains abonnés pourraient alors en conclure qu'il vaut mieux passer par cet opérateur de taille importante car au moins, une grande partie des numéros portés seront bien routés en passant par ce dernier. Ce phénomène est d'autant plus important que le nombre d'opérateurs ne se synchronisant pas à la base est faible mais regroupe un nombre d'abonnés important.

#### Question 12. Avez-vous des remarques concernant la réduction du nombre d'acteurs dans les échanges inter-opérateurs ?

L'Autorité propose qu'un opérateur attributaire de ressources en numérotation qui n'est pas l'opérateur donneur et n'est mandaté ni par l'opérateur donneur, ni par l'opérateur receveur, n'intervienne pas dans le processus de traitement d'une demande « subséquente » de conservation du numéro.

Colt est favorable à cette proposition de l'Autorité. En effet actuellement certains opérateurs attributaires s'imposent des contrôles afin notamment d'éviter des portabilités sauvages en cascade. Néanmoins Colt ne considère pas qu'il soit de la responsabilité de l'attributaire d'avoir un rôle supervision dans les portabilités subséquentes. Aussi Colt estime que ce type de supervision entraîne des délais de traitement qui pourraient être évités pour les cas où aucune portabilité sauvage n'est constatée (ce qui représente par ailleurs la majorité des portabilités subséquentes).

Néanmoins, afin d'implémenter un tel changement, notamment dans les processus APNF, Colt estime qu'un délai raisonnable d'implémentation devrait être appliqué, c'est-à-dire Juillet 2025.

#### Question 13. Avez-vous des remarques concernant les obligations d'accès et de non-discrimination proposées ?

Colt considère, tout comme la FFTélécoms, que de telles obligations sont déjà présentes dans le CPCE et ne comprend pas ce que ces propositions visent concrètement à adresser. A ce titre Colt estime que ces dispositions devraient être supprimées du projet de décision.